

Compte-rendu n° 2021-12 du conseil municipal du lundi 27 décembre 2021

L'an deux mille vingt et un, le 27 décembre à 19h, le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 23 décembre 2021, a tenu en session ordinaire, une réunion en présentiel et en visioconférence, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

Etaient présents en séance : Christophe AUBERT, maire,
Éric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD,
Françoise MOREAU, adjoints

Laurent GIRAUD, Jean-Luc BISI, Céline VALETTE, conseillers municipaux.

Était présent en visioconférence : Pierre BALME, maire délégué de Venosc

Etaient absents ou excusés : Paul VAN LEEUWEN, Ugo MOUNIER, Fabien VEYRAT,
Camille DURDAN, Jocelyne MARTIN, André GARDEN, Pascal ESPITALLIER, Angélique AGUILAR.

Etaient représentés dans le cadre d'une procuration :

Marie-Hélène COING donne pouvoir à Pierre BALME

Anne MILLET donne pouvoir à Christophe AUBERT

Enrica TASSO donne pouvoir à Christophe AUBERT

Secrétaires de séance : Patrick PELLORCE et Jean-Luc BISI

Monsieur le maire ouvre la séance à 19h15 et s'excuse du retard pris suite à un problème technique. Il précise qu'elle se tient en présentiel et en visioconférence pour les conseillers municipaux et que les débats sont retransmis en direct sur le site internet de la commune.

Il procède à un appel nominal des conseillers présents en séance et à distance pour s'assurer du quorum et confirme qu'avec la présence de 10 conseillers, celui-ci est atteint.

Il communique à l'assemblée les pouvoirs qui lui ont été remis

Marie-Hélène COING donne pouvoir à Pierre BALME

Anne MILLET donne pouvoir à Christophe AUBERT

Enrica TASSO donne pouvoir à Christophe AUBERT

Il propose la nomination de Patrick Pellorce et Jean-Luc Bisi qui soumettent leur candidature aux fonctions de secrétaires de séance que l'assemblée approuve.

Enfin, il présente le compte rendu de la séance du 22 novembre 2021 qui est approuvé à l'unanimité.

Avant d'informer le conseil des décisions qu'il a prises dans le cadre des délégations qui lui ont été consenties, Monsieur le maire précise à l'assemblée vouloir retirer le point relatif à l'acquisition des parcelles à la SCCV L'Aiglon car les négociations avec le promoteur n'ont pas encore abouti.

2021-157	Avenant au bail civil RESALP
2021-158	décision de préempter le bien cadastré AI641 situé impasse des Lys (vendeur SA CAPELLI)
2021-175	Attribution lots de bois
2021-176	Contrat de location saisonnière avec la société SAS Vacances et Découvertes
2021-177	Bail emphytéotique dérogatoire pour le restaurant La Fée
2021-178	Avenant n° 1 au lot n° 3 du marché des transports urbains desservant le marché de Bourg d'Oisans
2021-179	Convention de prestations de tests Covid avec le laboratoire EUROFINIS
2021-180	Convention de louage d'un local ESF pour centre dépistage Covid
2021-181	Convention mise à disposition local au laboratoire ES-GROUP pour centre dépistage Covid
2021-182	Préemption du local commercial 11 rue des Sagnes (parcelle AL309)

Délibération 2021-184

Objet : Convention de partenariat RISE FESTIVAL

L'Office du tourisme a souhaité contractualiser les modalités d'organisation du Rise Festival qui seront réparties entre l'Office du tourisme, la SATA, la commune Les Deux Alpes et la société Rise Festival. Ce contrat est soumis à l'approbation du conseil municipal.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à la majorité des présents et représentés, avec les abstentions de Patrick Pellorce, Cécile Neyraud, Laurent Giraud, Céline Valette, approuve le contrat et autorise le maire à le signer.

Délibération 2021-185

Objet : Convention Education Nationale pour mise en œuvre du dispositif « Petits Déjeuners »

Rapporteur : Céline VALETTE

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté sociale, la distribution de petits déjeuners, sur le temps périscolaire ou scolaire.

Ce dispositif doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires.

Mme TASSIGNY, enseignante de la classe maternelle petite section/moyenne section de l'école primaire Les Deux Alpes souhaite intégrer ce dispositif pour proposer aux élèves une collation hebdomadaire à base de fruits frais pour un total prévisionnel de 621 petits déjeuners.

Avec la signature d'une convention soumise à l'approbation du conseil, l'Education Nationale finance ce dispositif à hauteur de 1.30 € par enfant et par collation.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, autorise le maire à signer la convention avec l'Education Nationale.

Délibération 2021-186

Objet : Définition de la largeur du Chemin de la Séa

Rapporteur : Agnès ARGENTIER

La commune souhaite entretenir ses chemins communaux, notamment le chemin de la Séa pour permettre à la population de l'emprunter plus facilement et lui proposer un cheminement sécurisé permettant de contourner la voirie. Cet entretien requiert des engins de déneigement qui ont besoin d'une largeur minimale de 2m pour circuler correctement.

Or, la largeur de la plupart des chemins communaux varie entre 1.50 m et 3 m.

C'est pourquoi et considérant qu'une largeur minimale de 2 m est indispensable pour faciliter son entretien, il est proposé au conseil de retenir cette largeur pour le chemin de la Séa.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir.

Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, décide de fixer à 2 m, la largeur du chemin communal de la Séa et de solliciter son bornage.

Délibération 2021-187

Objet : Bail civil avec la société TDF pour location de la parcelle C1585

Rapporteur : Patrick PELLORCE

Le bail civil TDF pour la location d'une parcelle au lieudit Cotte Courant sur laquelle sont installés un pylône et un bâtiment technique pour les liaisons filaires de télécommunications appartenant à TDF doit être renouvelé. Les parties ont convenu de conclure un nouveau bail et pour une meilleure intégration paysagère, la commune a demandé la plantation d'arbres et la mise en peinture du pylône. Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir.

Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve le renouvellement du bail civil avec la société TDF et autorise le maire à le signer.

Délibération 2021-188

Objet : Concession place de stationnement au parking municipal de Venosc

En séance du 16 février 2021, le conseil municipal a fixé la redevance de concession de stationnement dans le parking souterrain de Venosc, au tarif de 1800 €/an/parking. Certains pétitionnaires refusent de signer la convention jugeant le montant de la redevance excessif au regard des attentes de la commune en termes de réhabilitation et embellissement.

Il est proposé au conseil une révision du tarif pour le fixer à 1 320 €/an/parking.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, fixe à 1 320 €/an le montant de la redevance de concession pour une place de stationnement dans le parking de Venosc.

Délibération 2021-189

Objet : Convention de servitudes ENEDIS

Rapporteur : Patrick PELLORCE

Pour installer les équipements nécessaires à la logistique et l'exploitation des transports en communs électriques, la société RESALP a sollicité la commune pour occuper plusieurs parcelles du domaine public qui nécessitent l'installation d'un poste de transformation électrique et différents raccordements, notamment deux câbles souterrains de haute tension. Pour la réalisation des travaux, ENEDIS sollicite la signature d'une convention de servitudes sur les parcelles cadastrées AE374, AE476 et AE484 situées au lieudit La Gorge et Ser Parlor.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve la signature de la convention de servitudes avec ENEDIS.

Délibération 2021-190

Objet : Présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires

Rapporteur : Cécile Neyraud

Le rapport d'orientations budgétaires présenté en séance a fait l'objet de commentaires et d'un débat.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve le rapport d'orientations budgétaires.

Délibération 2021-191

Objet : Dispositif ORIL - Demande de subvention présentée par Mme ORHAND

Dans le cadre du dispositif Opération de Réhabilitation de l'Immobilier de Loisirs, Mme Nadine ORHAND, propriétaire dans la résidence Les Myosotis, a déposé un dossier pour solliciter une subvention suite aux travaux réalisés pour aménager et réunir deux appartements.

Le budget travaux s'élève à 55 368 € et permet l'octroi d'une subvention de 4 000 €.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve l'attribution à Mme ORHAND d'une subvention ORIL d'un montant de 4 000 €.

Délibération 2021-192

Objet : Dispositif ORIL – Demande de subvention présentée par Mme MONNERET – SCI BAIE DE SAINT JEAN

Dans le cadre du dispositif ORIL, M. Mme. Julien et Audrey MONNERET (SCI Baie de Saint Jean), propriétaire dans la résidence Le Hameau de La Meije 3, ont déposé un dossier pour solliciter une subvention suite aux travaux de rénovation totale réalisés dans leur studio. Le budget travaux s'élève à 14 815,63 € et permet l'octroi d'une subvention de 2 855 €. Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir.

Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve l'attribution à M. Mme MONNERET d'une subvention ORIL d'un montant de 2 855 €.

Délibération 2021-193

Objet : Voyage scolaire 2022 - Détermination de la participation financière des familles

Rapporteur : Céline VALETTE

Dans le cadre du séjour Roissard qui sera organisé du 4 au 6 mai 2022 par l'école des 2 Alpes pour un coût total de 12 479,50 € (coût du séjour : 10 689.50 € + coût du transport : 1790 €), le conseil municipal est invité à fixer le montant de la participation financière des familles. Il est proposé à l'assemblée:

- une prise en charge par la commune à hauteur de 60% des frais de séjour, soit 114.53 €/enfant pour un montant total de 6 413.68 €,
- une prise en charge par la commune de la totalité du coût du transport,
- de fixer à 76 € par enfant, le montant de la participation financière demandée aux familles en excluant toute dégressivité pour le deuxième enfant et les suivants.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, fixe à 76 € par enfant, le montant de la participation financière des familles au voyage scolaire 2022.

Délibération 2021-194

Objet : Projet « BOUM » du Centre de Loisirs – Détermination de la participation financière

Rapporteur : Cécile VALETTE

Durant les quatre vendredis des vacances de février 2022, le projet 'BOUM' permettra aux enfants de venir passer la soirée au centre de loisirs entre 19h et 22h. Les parents pourront ainsi profiter d'un moment privilégié pendant que leur enfant se restaure autour d'un buffet adapté et ambiancé par les animateurs en contrepartie d'une participation forfaitaire de 10€.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, décide de fixer au tarif de 10 € la participation forfaitaire au projet 'BOUM'.

Délibération 2021-195

Objet : Annulation de loyers suite au confinement de mars 2020

Rapporteur : Laurent GIRAUD

Suite à l'annonce du Président de la République imposant le premier confinement de mars 2020, plusieurs saisonniers, locataires des logements communaux, ont quitté la station mettant fin à leur contrat de location.

Pour l'un d'entre eux qui occupait un studio à Bourg d'Arud, la commune a continué de facturer les loyers car elle n'était pas informée de son départ. La situation doit être régularisée par l'annulation des loyers d'avril et mai 2020 pour un montant de 400 €.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve l'annulation des loyers susvisés pour un montant de 400 €.

Délibération 2021-196

Objet : Cession d'un terrain au budget annexe du lotissement de Venosc

Rapporteur : Pierre BALME

La Commune a créé en 2020 le budget annexe « Lotissement de Venosc ». Il convient de procéder au transfert des terrains du budget principal vers le budget annexe pour pouvoir engager les travaux de viabilisation sur l'exercice 2022. Cette opération budgétaire nécessite également de déterminer la valeur foncière des parcelles qui doit correspondre à une moyenne calculée en fonction du prix d'achat initial par la commune avec pour objectif de n'avoir ni moins-value, ni plus-value au Budget Principal. Il est proposé d'arrêter cette valeur à 50 €/m² au regard des acquisitions connues et de l'évolution du marché foncier.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, fixe à 50 €/m², la valeur foncière des parcelles du lotissement de Venosc.

Délibération 2021-197

Objet : Maison médicale – Exonération de la Cotisation Foncière des Entreprises

L'article 1464 D du Code général des impôts prévoit que les communes peuvent délibérer pour exonérer de la cotisation foncière des entreprises à compter de l'année qui suit celle de leur établissement, les médecins soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux qui, exerçant leur activité à titre libéral, s'établissent ou se regroupent dans une commune de moins de 2000 habitants.

La délibération porte sur la totalité de la part revenant à la commune et fixe la durée de l'exonération, qui ne peut être ni inférieure à 2 ans, ni supérieure à 5 ans étant précisé que l'exonération n'entrera en vigueur qu'à compter de 2023.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à la majorité des présents et représentés et avec le vote CONTRE de Cécile Neyraud et l'abstention de Céline Valette, approuve l'exonération pour deux années de la CFE pour la Maison médicale.

Délibération 2021-198

Objet : Organisation du temps de travail et mise en conformité aux 1607 heures

La loi de transformation de la fonction publique impose aux collectivités territoriales d'être en conformité avec les 1607 heures de travail annuelles. Cette exigence a conduit la commune à mener une étude sur l'organisation du temps de travail qui a abouti à l'élaboration d'un règlement qui fixe les règles relatives à la définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents communaux soumis à l'avis de l'assemblée délibérante. Après lecture du règlement et par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir.

Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve les termes du règlement intérieur relatif au temps de travail de la collectivité qui prend effet au 1^{er} janvier 2022.

Délibération 2021-199

Objet : Motion relative aux indemnisations Covid

Les communes, supports de stations de montagne, ont été très fortement mises à contribution au cours de l'hiver 2020-2021 en raison de la fermeture des remontées mécaniques.

Si le Gouvernement a pris des mesures pour compenser les pertes financières des professionnels, en particulier les exploitants des remontées mécaniques, les communes, supports de stations de montagne, n'ont à ce jour quasiment rien perçu et l'ampleur des pertes financières pour l'année 2021 est d'une toute autre nature et sont particulièrement conséquentes, en moyenne -70% pouvant atteindre -80% voire -90% selon les stations. Cette situation a entraîné pour beaucoup de graves problèmes de trésorerie. L'Etat avait engagé des discussions voire de la concertation avec les associations d'élus locaux dont l'Association Nationale des Maires des Stations de Montagne permettant, au travers de ces échanges, d'éclairer l'administration sur les difficultés rencontrées par les communes dans l'attente de mesures de compensations substantielles. Malheureusement, les décrets qui viennent de paraître ne vont rien régler à la situation immédiate. Dans ces conditions et par la présente motion, la commune souhaite rappeler à l'Etat ses engagements pour compenser pour partie les pertes financières des communes, supports de stations de montagne, qui sont probablement les collectivités qui ont le plus souffert de la pandémie. Les compensations pour 2021 doivent être significatives de même que l'acompte versé avant la fin de l'année 2021.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve la présente motion.

L'ordre du jour achevé, Monsieur le Maire lève la séance à 21h52.

Christophe AUBERT, maire.

